

# Revue de presse



## ***Coupes budgétaires : la police ne sera pas en mesure d'assurer la sécurité des JO, selon un syndicat [ UNSA Police]***



REUTERS

du 12/07/2017

Alors que le Comité international olympique a désigné Paris pour organiser les Jeux olympiques 2024, un syndicat de la police nationale dénonce un manque flagrant de moyens et d'effectifs pour protéger l'événement.

«Dans son état actuel, la police ne pourra pas sécuriser le quotidien, assurer une vigilance antiterroriste et en plus, sécuriser un événement international de ce type». C'est le cri d'alarme poussé le 11 juillet par le syndicat de la police nationale UNSA, à propos de l'organisation des Jeux olympiques 2024 par la ville de Paris.

En cause, les coupes budgétaires annoncées par le gouvernement et que le syndicat dénonce avec véhémence dans son communiqué publié sur Twitter.

En effet, l'annonce de coupes à hauteur de 526 millions d'euros dans le budget 2018 du ministère de l'Intérieur par Gérald Darmanin inquiète fortement les syndicats de police.

«C'est surprenant et totalement incompréhensible», a commenté auprès de l'AFP, Patrice Ribeiro, du syndicat Synergie-Officiers tandis que Céline Berthon, secrétaire générale du Syndicat national des commissaires de police, a fait part de sa «surprise et de son immense inquiétude».

«Soit il s'agit d'économiser sur les moyens donnés à la police et donc, de la rendre un peu plus inopérante, soit il s'agit d'économiser sur les salaires ou carrières des agents et donc

d'engager un bras de fer historique avec les policiers, ce qui ne garantit en rien leur collaboration pacifique», explique le communiqué de l'UNSA.

## **Le Monde**

[...] « Cela veut dire que les coupes porteront sur les véhicules, les gilets pare-balles, les étuis, l'informatique..., suppose Philippe Capon, du syndicat UNSA Police. Où, quand, comment ? Pour l'instant, on n'en sait rien. » [...]

[...] Auditionné par la commission des lois de l'Assemblée nationale, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a assuré mardi que les réductions de dépenses étaient en cours d'identification. Il a précisé que, « hors mission de collectivités locales », ce sont « 370 millions d'euros d'autorisations d'engagements qui vont être annulés ». « Soit 1,5 % des crédits ouverts en loi de finances », a-t-il relativisé. Rapporté au budget global du ministère, de plus de 25 milliards d'euros, le coup de rabot peut paraître limité.

« Mais, si on met de côté les salaires, ce n'est pas la même part », met en garde Céline Berthon, du syndicat des commissaires de la police nationale. [...]